

**ARRETE**  
**DU MAIRE DE LIBOURNE**  
**Le 2 mai 2023**

ST/A-2023-358

Le Maire de Libourne,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi du 2 mars 1982,

Vu l'arrêté municipal du 20 juillet 1972 portant réglementation générale de la circulation et du stationnement en ville,

Vu la délégation de fonctions et de signature attribuée à M. Bilal HALHOUL, conseiller municipal délégué à la voirie, à la propreté, au Centre Technique Municipal et au plan communal de sauvegarde, par l'arrêté en date du 1<sup>er</sup> septembre 2022,

Vu la demande présentée par SPIE BATIGNOLLES sise 10 rue Gutenberg, Immeuble Diamant – 33700 MERIGNAC dans le cadre de la reconstruction du pont Beauséjour, 2<sup>ème</sup> phase de déconstruction (dépose du tablier métallique) Chemin du Petit Beauséjour.

Considérant qu'il est nécessaire d'édicter des mesures spéciales pour la circulation et le stationnement,

Sur proposition du Directeur Général des Services,

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>o</sup>** - **A compter du 15 mai 2023 et jusqu'au 23 mai 2023**, le stationnement sera interdit Chemin du Petit Beauséjour entre le lotissement Beauséjour et la rue F. Dalat, au droit du chantier. Les véhicules en infraction seront verbalisés et mis en fourrière après intervention de la Gendarmerie ou de la Police Municipale.

**ARTICLE 2<sup>o</sup>** - **A compter du 15 mai 2023 et jusqu'au 23 mai 2023**, la circulation sera interdite Chemin du Petit Beauséjour entre le lotissement Beauséjour et la rue F. Dalat, au droit du chantier.

**ARTICLE 3<sup>o</sup>** - La vitesse des véhicules sera limitée à 30 km/h, au droit du chantier.

**ARTICLE 4<sup>o</sup>** - La signalisation et la déviation nécessaires seront mises en place par l'entreprise.

**ARTICLE 5<sup>o</sup>** - Le Directeur Général des services de la Ville, le chef de la police municipale et le Commandant de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 6<sup>o</sup>** - cet arrêté est susceptible de faire l'objet :

- ✓ D'un recours administratif pris en la forme d'un recours gracieux auprès de l'auteur de l'acte
- ✓ D'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif territorialement compétent dans un délai de 2 mois à compter de la notification de l'acte attaqué

Fait et arrêté en l'Hôtel de Ville de Libourne le deux mai deux mille vingt-trois.

Pour le Maire par délégation  
Le conseiller délégué à la voirie,  
à la propreté,  
au Centre Technique Municipal  
et au plan communal de sauvegarde



Bilal HALHOUL